

Jepep legal



PRIX : 25 FRANCS LE 1960

1er NOVEMBRE 1964

4eme ANNEE N° 533

La qualité révolutionnaire de notre existence exige que les intérêts, aspirations, et droits politiques soient l'ensemble de nos activités.
A. Sékou Touré

Redaction - Administration
Publicité
Adresse Télégraphique : Agutpres
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE
DE GUINEE

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

SOMMAIRE	
Page 3	La pensée africaine
Page 4	Enquête - débat Les 19 accusations contre M. « K » Tschombé contre l'Angola.

Anniversaire de l'armée guinéenne Anniversaire d'un divorce Par El Hadj Makassouba

Le 1er novembre 1958, exactement 29 jours après la proclamation de l'indépendance nationale de notre pays, une Armée mourait et une Armée naissait sur le sol guinéen.

L'Armée qui mourait était celle de la colonisation ; une Armée dite « d'engagés volontaires » alors que l'essentiel de sa doctrine reposait sur la force militaire brutale ; une armée dont les hommes, en plus du cortège d'humiliations du régime d'indignité étaient considérés comme un vulgaire matériel humain dressé pour la défense égoïste de privilèges ou d'intérêts totalement étrangers à la Guinée et à l'Afrique. L'Armée qui mourait était comme l'a si éloquemment défini le Président Ahmed Sékou Touré, celle destinée aux répressions sauvages, aux destructions sanglantes et aux guerres injustes... ; une Armée qui, avec une conscience frustrée était utilisée par le régime colonial pour mâter des peuples qui ne demandaient qu'à se connaître, se comprendre, s'aimer et s'unir pour rejeter en bloc la domination étrangère. L'Armée qui mourait était celle des laptots sénégalais qui furent dressés contre leurs frères du Soudan, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire etc. Puis celle des « tirailleurs sénégalais » c'est-à-dire des éléments des pays déjà conquis, lancés contre leurs frères du Maroc, de la Mauritanie ou de Ouagadougou car l'Armée qui mourait était celle de « Tabors marocains » et des « Tirailleurs Sénégalais » dirigés contre les peuples d'Indochine ou d'Algérie.

Et le tout, au nom d'une « Civilisation » importée et inhumaine. Mais en cette journée du 1er Novembre 1958 et à la suite du vote historique du 28 Septembre de la même année, une Armée naissait. Une Armée nationale guinéenne dont la conception est basée sur une force morale et sur une force économique devant promouvoir la puissance de la cohésion non seulement de la Guinée mais du continent africain. L'Armée née le 1er Novembre 1958 est une Armée d'us type nouveau dans sa conception comme dans son rôle. Une Armée qui se refuse désormais d'être utilisée par l'impérialisme pour barrer la route à l'émancipation africaine.

En cessant d'être une institution marginale et en se confondant intimement au peuple dont elle partage pleinement les préoccupations fondamentales qui a marqué son passage de l'état d'indignité et d'esclavage à la réhabilitation de la conscience collective des armées africaines.

En fêtant aujourd'hui le 6e anniversaire de la création de notre Armée nationale, le peuple de Guinée sait qu'il célèbre le divorce fondamental qui a marqué son passage de l'état d'indignité et d'esclavage à l'état de dignité et de responsabilité face à son destin.

Il sait qu'il célèbre le divorce entre la conception d'une Armée qui n'a répandu que du sang, des larmes et des deuils, et celle d'une Armée populaire, consciente et totalement engagée dans la voie de la promotion économique, sociale, culturelle et humaine du peuple.

En cela, le peuple de Guinée ne s'associe pas à cette fête uniquement par sympathie pour l'Armée ; il y participe pleinement et avec enthousiasme parce que l'Armée, c'est d'abord lui et que cette fête c'est la sienne propre.

1er Novembre 1954 -- 1er Novembre 1964

Dix ans de révolution en Algérie

par CAMARA Djibah

1er Novembre 1954, premier Novembre 1964 ! Dix ans se sont écoulés. Dix années de labeurs et de durs sacrifices ; dix années au cours desquelles des milliers d'Algériens furent arrachés à leurs familles et à leur terre par les forces coloniales françaises qui voulaient faire de l'Algérie une colonie à la fois d'exploitation et de peuplement, une colonie où l'Algérien devait devenir français, alors

qu'il était hostile à toute assimilation qui détruirait en lui sa valeur d'homme.

C'est le premier Novembre 1954 que le Front de Libération Nationale (FLN) appelait à la mobilisation toutes les énergies de la nation contre la guerre d'extermination entreprise par l'impérialisme français.

Cette sale guerre qui dura sept ans et demi, devait coûter la vie à plus d'un million de martyrs.

Ces sept ans et demi de durs combats ont donné courage à de nombreux pays africains pour revendiquer leur droit de peuples libres et conduit l'Algérie à l'indépendance nationale.

Ainsi le 5 juillet 1962, le peuple algérien recouvrait sa souveraineté, à la suite des négociations d'Evian le 19 mars 1962 entre l'Algérie et la France.

(Suite page 2

Devant tous les cadres de l'Administration guinéenne

L'histoire reste et restera la résultante de l'action du peuple

a déclaré le Président Sékou Touré à la Bourse du Travail

Devant les cadres réunis vendredi à la Bourse du Travail, le Président de la République a tenu une importante conférence qui devait lui permettre, comme les précédentes tenues à l'Assemblée nationale et à la Permanence du P.D.G. de tirer les leçons de la « situation » que nous vivons il y a longtemps et qui a connu son paroxysme durant les deux dernières semaines, à Conakry. Si, à l'Assemblée nationale le Chef de l'Etat s'est adressé aux cadres politiques, et à la Permanence, à l'ensemble des militants de la capitale, cette fois S.E. Ahmed Sékou Touré a tenu à tirer d'autres leçons à l'intention des chefs de service et hauts fonctionnaires de la Nation, à l'intention de ceux-là mêmes qui sont nos cadres, les principaux responsables de l'Administration guinéenne.

Après avoir rappelé le but de nombreuses conférences tenues depuis le retour de la délégation qu'il conduisait au Caire à la conférence du non-alignement et en visite officielle dans certains Etats amis, le Président Ahmed Sékou Touré devait entrer dans le vif du sujet en déclarant : L'histoire reste et restera la résultante de l'action du peuple. Par le peuple, il s'agit de cette immense majorité de la population, il s'agit des éléments saints et conscients du peuple, de ce peuple objet et sujet de l'histoire. Il s'agit de tous ceux qui ont tout à gagner dans une transformation

heureuse ».

Le Chef insisté sur la nécessité d'accorder la primauté à l'action du peuple, à la recherche du bonheur du peuple. Il ne faudrait pas se contenter de lire l'histoire, il faut la faire et continuer à la faire.

La transformation essentielle intervenue dans la vie du peuple est l'accession à la souveraineté nationale. Est-il besoin de le dire, la dynamique option du P.D.G. a placé notre peuple face à son destin et a entraîné irrésistiblement d'autres peuples sur le chemin de la liberté. Notre indépendance a précipité la libération de l'Afrique.

Le Président de la République a dit que l'acquisition de l'autonomie est due à la volonté du peuple tout entier et non à celle d'un individu, car a-t-il ajouté, la capacité

du peuple est toujours supérieure à celle d'un individu quel qu'il soit et quelle que soit son intelligence. C'est le peuple qui fait l'histoire.

L'indépendance est un moyen et cette valeur-moyen ne peut être et ne doit être en aucune manière la substitution d'une minorité à la volonté populaire.

L'indépendance n'est autre que la responsabilité, devant en outre souligner avec force le Président, la valeur de l'homme réside dans sa capacité à réaliser.

Nous avons dit et souligné que nous sommes en retard, un retard involontaire, un retard historique. Si nous en prenons conscience, c'est donner le premier moyen de supprimer ce retard.

Après avoir rendu hommage au peuple et à son esprit (Suite page 2).

En route pour Monrovia

Le Président William TUBMAN a fait escale jeudi à Conakry

Venant du Caire, où il a participé à la conférence des pays non-alignés, le Président de la République du Libéria, S. E. William Tubman a fait escale jeudi matin dans notre capitale, venant de Dakar.

Le Chef de l'Etat du Libéria qui voyage à bord du « Général Mangin » a été accueilli à 9 h 15 au pied de la passerelle par le Président Ahmed Sékou Touré.

Les membres du Bureau Politique National et du gouvernement, les membres du corps diplomatique accrédités en Guinée, ainsi que de hautes personnalités de la capitale s'étaient rendus au port de Conakry pour recevoir le Président Tubman.

Après les cérémonies d'accueil, le cortège officiel s'est rendu au Palais de la Présidence, où le Chef de l'Etat guinéen a offert un déjeuner en l'honneur de son hôte.

Après s'être entretenu avec le Président de la République de Guinée, S. E. Ahmed Sékou Touré, le Pré

sident Tubman et sa suite devaient quitter Conakry en fin de matinée pour Monrovia.

Avant de quitter Conakry, et répondant aux questions des journalistes de savoir comment les pays non-alignés pourront-ils contribuer à la liquidation du système colonial en Afrique et à la diminution de la tension internationale, le Président de la République du Libéria a déclaré :

« La conférence du Caire a vraiment étudié les questions du colonialisme. Ce que nous pouvons constater et admettre de nos jours c'est que le régime colonial le plus dur et le plus entêté demeure encore celui de l'Afrique du Sud et des colonies portugaises. J'espère que bientôt ce problème sera résolu.

« N'oubliez pas également que la conférence du Caire s'est soucié maintenant du rôle des pays non-alignés pour le renforcement de la paix.

« Parmi les mesures suggérées il y avait celle du désarmement et entre autre la diminution des essais nucléaires. Et je pense que ce sera des contributions effectives à faire baisser la tension internationale ».

La vie dans la Nation

Révolution Algérienne

(Suite de la page 1).

L'HERITAGE COLONIAL

Mais l'héritage légué par la France était horrible. Les destructions de la guerre, les regrou-

Avec l'Algérie

La République algérienne, démocratique et populaire célèbre aujourd'hui le dixième anniversaire de l'insurrection armée. Le Chef de l'Etat et le peuple de Guinée tout entier sont représentés aux réjouissances du peuple frère d'Algérie par le ministre d'Etat El Hadj Saïfoulaye Diallo. Par cette présence la révolution guinéenne tient à souligner l'identité d'options et la fraternité militante qui la lient si solidement à la révolution algérienne en même temps que l'amitié profonde et la haute estime qui caractérisent les rapports entre les Présidents Ahmed Sékou Touré et Ahmed Ben Bella.

L'effort exemplaire du peuple algérien dans l'édification de son beau pays, son admirable rigueur dans sa lutte contre la bourgeoisie réactionnaire et la contre-révolution, la clarté de ses options doctrinales, tout cela lui permet aujourd'hui de célébrer ce dixième anniversaire sous le signe de la victoire du socialisme.

En Afrique, le peuple algérien a fait de la liberté de nos peuples et de l'unité de notre continent une condition nécessaire de sa propre souveraineté.

En politique internationale, l'Algérie a choisi la lutte sans merci contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. Résolument anti-impérialiste, elle est également attachée avec conviction à l'idéal de paix universelle.

C'est là aussi le programme de notre peuple et de son Parti révolutionnaire. Ainsi l'identité de vues, d'options et d'attachement aux grands principes humains ne souffre de la moindre divergence.

Le message dont le ministre d'Etat est chargé confirmera, s'il en était besoin, à nos vaillants frères d'Algérie la volonté sans cesse renouvelée du peuple guinéen de construire avec eux une Afrique nouvelle, un monde nouveau où les hommes bénéficieront d'un droit égal à l'existence.

Lélouma DIALLO.

pements des populations, l'exode rural, les pillages et sabotages de l'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) la confusion des premiers mois de l'indépendance, qui a permis la fuite à l'étranger de capitaux et de matériel d'équipement, ont ébranlé l'économie du pays, aggravé le chômage et désorganisé les services administratifs et techniques par le départ massif des fonctionnaires français qui avaient systématiquement installé l'anarchie et parfois même pillé les fonds dans des caisses publiques.

Le peuple guinéen a subi de tels dommages au lendemain de son indépendance le 28 Septembre 1958.

LE SOCIALISME : VOIE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Dès sa prise de fonction, le gouvernement du Président Ben Bella devait rétablir la sécurité par une réorganisation complète des services de sécurité et de l'administration.

Résolument engagés dans la voie du socialisme, le F.L.N. et son gouvernement procédaient à la nationalisation de trois millions d'hectares de terre abandonnées par les colons et placées désormais sous l'autorité des comités de gestion élus par les fellahs eux-mêmes. D'autres biens appartenant à la grasse bourgeoisie coloniale et nationale ont été confiés aux travailleurs.

Ce processus, décidait-on ne s'arrêtera que le jour où tous les biens de production reviendront à leur propriétaire légitime : le peuple travailleur. La phase du socialisme était ainsi amorcée, socialisme qui puise ses sources au plus profond des aspirations populaires que le choc du colonialisme et la longue lutte de libération ont fait naître et préciser dans leur contenu.

A ce propos, le ministre de l'Orientation nationale déclarait le 30 décembre 1962 devant l'Assemblée Nationale. « Nous avons choisi le socialisme et rejeté le capitalisme comme méthode de développement. »

Le choix était fait.

LA RECONSTRUCTION DU PAYS

Grâce à l'opération labours, 3.612.194 hectares de terre demeurées vacantes furent labourées. Le dévouement et l'enthousiasme aidant, les paysans et ouvriers se mobilisèrent pour affirmer leur foi et leur solidarité dans la construction du socialisme par un travail collectif, couronné en cela par le lancement de vastes campagnes de reboisement à travers tout le pays.

Au premier juillet 1963, sur les 899 entreprises abandonnées par le colonat, 480 ont été reprises par les Comités de gestion auxquels le gouvernement a accordé des fonds de « démarrage ».

Une vaste campagne d'alphabétisation était entreprise sur

initiative de l'UGEMA avec le principe suivant : « Que celui qui sait, apprenne à celui qui ne sait pas ;

« Que celui qui ne sait pas, cherche à savoir. »

« Pour nous former, il faut nous informer. »

« Nous devons faire et, en faisant, nous faire. »

Mais le pays se trouvait également confronté à une tâche urgente, la reconstruction des centaines de villages détruits. A cela s'ajoutait le besoin de loger des milliers de réfugiés revenus en Algérie.

A cet effet, le gouvernement a lancé en novembre 1962 une vaste campagne nationale de reconstruction à laquelle prirent part l'Administration, le Parti et ses organisations nationales et l'Armée Populaire. Et le premier juin 1963, sur 3.965 logements, 1.173 étaient achevés.

Le plus dramatique des problèmes était surtout le chômage, deux millions de chômeurs laissés sur les bras du gouvernement !

Dès le premier novembre 1962, un plan d'urgence a été lancé et des chantiers de travail ouverts dans tout le pays, 430.000 emplois ont été créés et la réouverture des entreprises laissées vacantes, a contribué de son côté à résorber notablement le chômage.

Sur le plan international, l'Algérie devait revendiquer son droit de nation libre et indépendante et, le 8 octobre 1962, elle était admise à l'ONU par acclamation comme 109e membre.

On sait que la République Algérienne, Démocratique et Populaire était représentée à cette session de l'Organisation Internationale par le Président Ahmed Ben Bella, assisté du Président Ahmed Sékou Touré lequel a tenu à manifester la solidarité et l'amitié du peuple guinéen au peuple frère d'Algérie.

NOTRE SOUTIEN A L'ALGERIE

Cette amitié du peuple guinéen avec l'Algérie s'est réaffirmée au cours de la visite d'Etat en Guinée, en février dernier, du Président Ben Bella. A cette occasion en effet, le Stade de M A C E N T A et le Lycée de Kankan portèrent le nom du grand combattant algérien, le Président Ahmed Ben Bella.

En mars dernier également, le Chef de l'Etat algérien accueillait le Président Ahmed Sékou Touré en ces termes :

« Notre peuple ne saurait oublier que dès la proclamation de l'indépendance, Conakry est devenue pour toute l'Afrique du Sud, du Sahara, la base d'action et le haut-parleur de la révolution algérienne. »

CAMARA Djibah,

La conférence des cadres

(Suite de la page 1)

sain, après avoir parlé d'indispensable confiance en soi, le Chef de l'Etat a dit :

« Sans conscience, l'appellation de cadre n'est plus qu'une hérésie. »

Il faut donc prendre conscience de la pratique de la responsabilité, procéder à un dépassement individuel.

En effet, la Guinée a bien voulu s'en tenir au cadre strict de l'Afrique. Elle n'a pas fait de chauvinisme. Mais qui pourrait nier la personnalité doctrinale de notre régime, du P.D.G.? Tous, même nos ennemis la reconnaissent.

Il s'agit pour nous de repersonnaliser notre peuple, nos peuples africains. La confiance ici est faite au génie créateur de notre peuple, de chaque individu.

Et si les masses populaires savent que le P.D.G. n'envisage la vie que dans la justice, si nos masses populaires louent la philosophie du P.D.G., les « cadres » ceux qui prétendent à ce beau nom de chef, n'en font malheureusement pas autant. Faut-il leur rappeler qu'il n'y a pas de révolution sans conscience révolutionnaire? La révolu-

tion ne s'importe ni ne s'exporte. Elle se sent, se vit.

La Guinée est l'un des premiers pays d'Afrique à réussir une véritable démocratie nationale. Cette unité doit se cimenter.

Nous devons préférer la créativité à la potentialité.

Toutes les tendances à la bassesse, à l'irresponsabilité, aux féodalités bureaucratiques, à l'embourgeoisement doivent être supprimées.

Il faut servir la révolution et non se servir d'elle. Ainsi aime ton peuple au lieu de le mépriser. Chacun de nous peut un peu pour la révolution, mais doit tout à elle, aux masses.

Seule la fidélité à la ligne de la révolution guinéenne est payante.

Le responsable doit être devant, derrière et au milieu des masses.

C'est donc sur ces thèmes, sur l'invite aux cadres à une prise de conscience plus aiguë que le Chef de l'Etat devait terminer son discours.

Répondant en chœur après le Chef d'Etat tous ont répété :

« A l'honneur et à la responsabilité »

Fodé BERETE

M. Achkar Marof

Suite de la page 6

l'exercice de mes fonctions.

inquiétudes devant la grande tâche qui m'attend se trouvent considérablement allégées du fait que notre Bureau a déjà démontré au cours de son existence active et fructueuse son acharnement au travail et son efficacité qui ont suscité dans toute notre organisation l'admiration unanime des délégations. A cet égard il convient de réserver une mention spéciale à notre éminent vice-président, notre ami, l'ambassadeur Volio, de Costa Rica qui a non seulement assumé les lourdes responsabilités de Président durant une période active et relativement longue et s'en est acquitté avec distinction mais qui a aussi participé avec un grand dévouement et beaucoup d'intelligence aux très nombreuses réunions du Bureau destinées à la mise au point du programme de travail, des projets de rapports et des propositions pour différentes actions à entreprendre. En lui rendant un hommage sincère pour sa contribution de qualité à notre tâche commune, je tiens à exprimer que je pourrais compter sur ses conseils et son assistance amicale aussi longtemps que j'occuperai le fauteuil de Président.

Je tiens aussi à rendre le plus vif hommage à notre distingué rapporteur, M. Malhotra du Népal, dont la contribution au travail de notre Comité a été déterminante. Auprès de lui je compte aussi trouver l'assistance et les conseils qui me seront d'une très grande utilité dans

C'est parce que je sais compter sur la collaboration amicale et loyale de ces deux collègues, sur la compréhension et la solidarité de tous les membres de notre Comité ainsi que sur la compétence et l'efficacité de notre Secrétariat aussi bien que la sympathie de M. le secrétaire général — c'est pour toutes ces raisons dis-je — que j'ai eu le courage et la volonté d'accepter avec humilité mais aussi avec enthousiasme mon élection en qualité de Président de notre Comité. Au lendemain de la conférence des Chefs d'Etat Africains tenue au Caire, tout Africain conscient doit engager la lutte contre l'apartheid, une des plus graves préoccupations des Etats et des peuples Africains avec un sens aigu de ses responsabilités et la volonté inébranlable de débarrasser notre continent de cette gangrène qui est la manifestation la plus lamentable de la folie d'un groupe d'individus inspirés par les principes mais les plus répugnants.

Le fait que je sois appelé à participer en qualité de Président de notre Comité à cette lutte menée au niveau de notre organisation avec tant de persévérance et de clairvoyance, tout en me comblant de satisfaction renforce en moi la conscience de l'urgence et de la gravité avec lesquelles nous devons nous attacher à formuler les solutions les plus efficaces au dangereux problème de l'apartheid.

(A suivre)